

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Pénal, article R 610.5,

Vu le Code de la Route,

Considérant que suite à une erreur matérielle, il convient de retirer l'arrêté municipal n° 69/25/AJ en date du 02 avril 2025,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

L'arrêté municipal n° 69/25/AJ en date du 02 avril 2025 est retiré et remplacé par le présent arrêté.

ARTICLE 2^{ème} :

En raison de travaux de renouvellement au réseau eau potable, effectués par l'entreprise CEGETP, avenue André Marie Ampère au droit de son intersection avec l'avenue Philippe Lebon, la circulation sera interdite à tous véhicules dans le sens Ouest-Est, à partir du 16 avril 2025 jusqu'à la fin des travaux.

Une déviation sera mise en place par la société chargée des travaux par la rue d'Arsonval, avenue Joliot Curie et avenue Joseph Marie Jacquard.

ARTICLE 3^{ème} :

L'arrêt et le stationnement sont interdits et considérés comme gênants au droit des travaux, le non-respect de ces dispositions entraînera la mise en fourrière des véhicules en infraction.

ARTICLE 4^{ème} :

Ces dispositions seront portées à la connaissance du public au moyen d'une signalisation réglementaire mise en place par la société chargée des travaux.

ARTICLE 5^{ème} :

Monsieur le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale, Monsieur le Chef de la Police Municipale, Monsieur le Chef de la Police Intercommunale et les agents placés sous leurs ordres sont, chacun en ce qui les concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté peut être contesté :

- par un recours gracieux auprès du Maire de LONS dans un délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet,
- par un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Pau, soit par envoi sur papier de la requête ou le dépôt sur place au Tribunal (Villa Noulibos - 50, Cours Lyautey 64010 Pau CEDEX), soit par le site : www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou du rejet du recours par l'administration,
- par la saisine du Préfet des Pyrénées-Atlantiques en application de l'article L. 2131-8 du Code général des collectivités territoriales, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 6^{ème} :

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale,
- S.D.I.S, pour information,
- Collecte des ordures ménagères, pour information,
- ODP, pour information,
- Entreprise CEGETP, pour notification,
- Services Techniques Municipaux,
- Monsieur le Chef de la Police Intercommunale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale.

FAIT A LONS, le 10 avril 2025
Le Maire,



Nicolas PATRIARCHE